

Convention collective

**IDCC : 9071. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES
DE TRAVAUX AGRICOLES ET CUMA
(Ardèche)**

(20 décembre 1983)

(Etendue par arrêté du 14 juin 1984,
Journal officiel du 4 juillet 1984)

**AVENANT N° 54 DU 17 JANVIER 2011
À LA CONVENTION COLLECTIVE**

NOR : *AGRS1197052M*
IDCC : *9071*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ardèche ;
Le syndicat départemental des entreprises du territoire de l'Ardèche,

D'une part, et

L'union interdépartementale FO de l'Ardèche et de la Drôme ;
L'union interdépartementale CFDT de l'Ardèche et de la Drôme ;
L'union interdépartementale CFTC de l'Ardèche et de la Drôme,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 7 « Dénonciation » est modifié comme suit :

Alinéa 1, les termes : « Chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par : « Directeur de l'unité territoriale de l'Ardèche ».

Alinéa 2, les termes : « Chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par : « Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ».

Alinéa 3 : inchangé.

Article 2

L'article 8 « Procédure conventionnelle de conciliation et d'interprétation » est ainsi rédigé :

Alinéas 1 et 2 : inchangés.

Alinéa 3, les termes : « Chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par : « Directeur de l'unité territoriale de l'Ardèche ».

La phrase : « Le secrétariat sera tenu par le service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacée par la phrase suivante : « Le secrétariat sera tenu par la section d'inspection du travail agricole de l'unité territoriale de l'Ardèche. »

Article 3

L'article 11 « Liberté syndicale et d'opinion » est modifié de la manière suivante :

Alinéa 1, les termes « Livre IV du code du travail » sont remplacés par les termes : « la deuxième partie du code du travail ».

Alinéa 2, la fin de l'alinéa est complété par la phrase suivante : « (...) conformément aux articles L. 1132-1, L. 1132-2 et L. 1132-3 du code du travail ».

Alinéa 3 : supprimé.

Alinéas 4, 5 et 6 : inchangés.

Article 4

L'article 13 « Délégués du personnel » est ainsi rédigé :

Alinéa 1, à la fin de l'alinéa, les termes : « dans les conditions prévues par les articles L. 421-1 et suivants du code du travail » sont modifiés par les termes suivants : « (...) dans les conditions prévues par les articles L. 2311-1 et suivants du code du travail ».

Alinéa 2 : supprimé.

Alinéas 3 et 4 : inchangés.

Article 5

A l'article 15 « Formation professionnelle et perfectionnement », les termes : « Livre IX du code du travail » sont modifiés comme suit : « la sixième partie du code du travail relative à la formation professionnelle tout au long de la vie ».

Article 6

L'article 16 « Régime de retraite complémentaire et de prévoyance » est renommé « Régime de retraite complémentaire ».

Alinéa 1, à la fin de l'alinéa 1, le membre de phrase : « dans les conditions prévues par les articles 48 et 48 *bis* de la présente convention » est supprimé.

Alinéa 2, la dénomination : « CRCCA. – Caisse de retraite complémentaire des cadres de l'agriculture » est ainsi modifiée : « CPCEA-AGRIC. – Caisse de retraite complémentaire des cadres de l'agriculture, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex ».

Article 7

L'article 17 « Permanence de l'emploi. – Mensualisation » est modifié comme suit :

Alinéas 1, 2, 4 et 5, le terme : « ouvrier » est remplacé par : « salarié ».

Alinéa 3, la phrase : « Le salarié permanent doit bénéficier de la mensualisation. » est ainsi modifiée : « Les salariés, hors saisonniers, intermittents, temporaires et travailleurs à domicile, visés à l'article L. 3242-1 du code du travail doivent bénéficier de la mensualisation. »

Article 8

Le titre de l'article 18 « Définition du salarié non permanent » est remplacé par : « Salariés saisonniers ».

Les dispositions de cette article sont modifiées et ainsi rédigées : « Les conditions d'emploi et de rémunération des salariés saisonniers sont définies à l'annexe I de la présente convention. »

Article 9

Le titre de l'article 19 « Période d'essai » est complété comme suit : « Période d'essai et délai de prévenance ».

Alinéas 1, 2 et 3, les trois premiers alinéas sont ainsi modifiés :

« Il est fait application des articles L. 1221-19, L. 1221-21 et L. 1225-25 du code du travail pour les contrats à durée indéterminée et des articles L. 1242-10 et L. 1242-11 du code du travail pour les contrats à durée déterminée.

La période d'essai doit être mentionnée dans le contrat de travail. »

Alinéas 4 et 5 : supprimés.

Article 10

Les dispositions de l'article 20 « Embauchage » sont modifiées comme suit :

Alinéa 1 : supprimé.

Alinéa 2 : inchangé.

Alinéa 3 : supprimé.

Alinéa 4 : inchangé.

Alinéa 5 : supprimé.

Alinéa 6 : inchangé.

Article 11

La deuxième phrase de l'article 22 « Date d'effet des révisions périodiques des salaires » ainsi rédigée « La négociation annuelle des salaires aura lieu dans la première quinzaine de juillet, sans formalité préalable, pour faire le point des

salaires conventionnels et procéder à leur nécessaire modification. » est ainsi modifiée : « La négociation annuelle des salaires aura lieu courant janvier. »

Article 12

L'article 23 « Prime d'ancienneté » est complété en sa fin par la phrase suivante : « Le temps passé sous les drapeaux sera pris en considération pour le calcul de l'ancienneté ».

Article 13

L'article 24 « Conditions de rémunération des jeunes travailleurs » est ainsi rédigé :

Le premier alinéa est ainsi modifié :

« Le taux des salaires applicables aux jeunes salariés de moins de 18 ans est fixé comme suit par rapport aux salaires des salariés adultes de même catégorie :

- avant 17 ans : 80 % ;
- de 17 à 18 ans : 90 %. »

Alinéa 2, les termes : « jeunes travailleurs » sont remplacés par : « jeunes salariés ».

Alinéas 3 et 4, les termes : « jeunes ouvriers et ouvrières » sont remplacés par : « jeunes salariés ».

Article 14

L'article 25 « Condition de rémunération des apprentis » est modifié et rédigé de la manière suivante :

« Le salaire des apprentis ne peut être inférieur aux montants résultant des articles D. 6222-26 à D. 6222-34 du code du travail.

Les avantages en nature dont bénéficieraient les apprentis peuvent être déduits de leur salaire dans la limite de 75 % de la déduction prévue par la présente convention collective pour les autres salariés.

En tout état de cause, ces déductions ne peuvent excéder chaque mois 3/4 du salaire. »

Article 15

L'article 26 « Salariés handicapés » est modifié et rédigé comme suit :

« Une priorité d'emploi est réservée aux handicapés dans les conditions fixées par la législation en vigueur. »

Article 16

L'article 32 « Périodicité des règlements de salaire » est modifié et ainsi rédigé :

« Le paiement de la rémunération est effectué une fois par mois. Un acompte correspondant, pour une quinzaine, à la moitié de la rémunération mensuelle est versé au salarié qui en fait la demande. »

Article 17

L'article 33 « Bulletins de paie » ainsi rédigé : « Lors de chaque paie, l'employeur est tenu de remettre au salarié un bulletin de paie conforme aux dispositions de l'article R. 143-2 du code du travail » est modifié comme suit : « Lors de chaque paie, l'employeur est tenu de remettre au salarié un bulletin de paie conformément aux dispositions des articles R. 3243-1 à R. 3243-5 du code du travail. »

Article 18

Au dernier alinéa de l'article 38 « Jours fériés, légaux, chômés et payés », la mention : « (...) par les articles L. 222-5 et suivants du code du travail » est modifiée comme suit : « (...) par les articles L. 3133-4 et suivants du code du travail ».

Article 19

Au dernier alinéa de l'article 39 « Congés annuels payés », les termes : « les chefs de famille » sont remplacés par les termes : « les salariés ayant des enfants à charge ».

Article 20

L'article 42 « Congés de maternité » est modifié comme suit :

Alinéa 1, les termes : « les travailleuses » sont remplacés par les termes : « les salariées ».

Alinéa 2, la mention : « (...) visée aux articles L. 122-25 à L. 122-32 du code du travail » est remplacée par la mention : « (...) visée aux articles L. 1225-1 à L. 1225-46 du code du travail ».

Article 21

Au dernier alinéa de l'article 43 « Congé de paternité », la mention : « (...) en vertu des dispositions de l'article L. 122-26-1 du code du travail » est remplacée par la mention : « (...) en vertu des dispositions de l'article L. 1225-28 du code du travail ».

Article 22

Au premier alinéa de l'article 44 « Congés pour événements familiaux » du paragraphe « 1. Congé de naissance ou d'adoption », les termes : « tout chef de famille » sont remplacés par les termes : « tout salarié ».

Au dernier alinéa de l'article 44 « Congés pour événements familiaux » du paragraphe « 1. Congé de naissance ou d'adoption », la mention « (...) en vertu des articles L. 122-26 et L. 122-26-1 du code du travail » est remplacée par la mention suivante : « (...) en vertu des articles L. 1225-17 à L. 1225-28 du code du travail et L. 1225-37 à L. 1225-46 du code du travail ».

La mention : « étendu sous réserve de l'application de l'article L. 122-45 du code du travail » située en fin d'article est remplacée par la mention : « étendu sous réserve de l'application des articles L. 1132-1 à L. 1132-4 du code du travail ».

Article 23

Les dispositions de l'article 45 « Absences » sont modifiées comme suit :

Alinéa 1 : inchangé.

Alinéa 2, le membre de phrase : « (...) en observant la procédure disciplinaire prévue par les articles L. 1332-1 et suivants du code du travail » est ajouté en fin d'alinéa.

Alinéa 3, la mention : « (...) la procédure prévue par les articles L. 122-41 et suivants du code du travail en matière de protection des salariés et de droit disciplinaire » est remplacée par la mention : « (...) la procédure prévue par les articles L. 1332-1 et suivants du code du travail en matière de protection des salariés et de droit disciplinaire ».

Alinéa 4 : inchangé.

Article 24

L'article 47 « Réintégration et priorité d'embauchage » est modifié et rédigé comme suit :

« 1. Maladies et accidents

L'état de santé d'un salarié ne peut pas constituer en lui-même un motif de rupture du contrat de travail en application des articles L. 1132-1, L. 1226-7 et L. 1226-9 du code du travail.

2. Rappel sous les drapeaux

La réintégration est de plein droit pour le salarié en exécution d'un engagement pour la durée de la guerre ou rappelé à quelque titre que ce soit. »

Article 25

Le titre de l'article 48 « Garantie de salaire en cas de maladie ou d'accident » est remplacé par : « Prévoyance et complémentaire santé ».

L'article est ainsi rédigé :

« Il est fait application des accords régionaux du 6 juillet 2009 sur la mise en place d'un régime d'assurance complémentaire frais de santé et d'un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres de la production agricole de Rhône-Alpes ainsi que de l'accord départemental du 7 juillet 2009 sur la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés agricoles non cadres de la production agricole du département de l'Ardèche. »

Article 26

L'article 48 *bis* « Garantie complémentaire en cas d'invalidité » est abrogé.

Article 27

Article 49, le titre : « Délai-congé ou préavis » est remplacé par le titre : « Préavis ».

L'article est modifié et rédigé comme suit :

« Le préavis doit être notifié par pli recommandé avec avis de réception. Le point de départ du préavis coïncide avec la date de première présentation du pli.

Avant l'envoi du pli recommandé, les parties ont la possibilité de s'informer mutuellement de leurs intentions.

Conformément à l'article L. 1234-1 du code du travail, les délais de préavis sont les suivants :

- moins de 6 mois d'ancienneté :
- licenciement : 1 mois ;
- démission : 15 jours ;
- plus de 6 mois à moins de 2 ans d'ancienneté : 1 mois ;
- plus de 2 ans d'ancienneté : 2 mois. »

Article 28

Il est créé l'article 49 *bis* portant le titre « Préavis à respecter pour les salariés logés par l'employeur ».

L'article est ainsi rédigé :

« Pour les salariés titulaires d'un contrat à durée indéterminée, le préavis à respecter est identique à celui prévu à l'article 49.

Pour les salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée, pas de préavis à respecter sauf accord entre les parties. »

Article 29

L'article 50 « Procédure du licenciement » est modifié et rédigé comme suit :

« Tout licenciement est soumis à une procédure spécifique :

- envoi d'un courrier pour un entretien préalable ;
- tenue de cet entretien ;
- notification de licenciement s'il y a lieu.

La procédure de licenciement doit être effectuée conformément aux dispositions des articles L. 1232-1 et suivants du code du travail en cas de licenciement pour motif personnel et L. 1233-2 et suivants du code du travail dans le cadre d'un licenciement pour motif économique. »

Article 30

L'article 51 « Indemnité de licenciement » est ainsi rédigé :

Alinéa 1 : « Dans le cas où le salarié compte 1 an de présence continue dans l'entreprise une indemnité est due.

Conformément aux articles L. 1234-9 et R. 1234-1 à R. 1234-5 du code du travail, le montant de cette indemnité ne peut être inférieur à 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté auquel s'ajoutent 2/15 de mois par année au-delà de 2 ans d'ancienneté. »

Alinéas 2 à 4 : supprimés.

Alinéa 5, la phrase est ainsi complétée : « En cas de faute grave ou lourde du salarié, cette indemnité n'est pas due. »

Alinéa 6 : inchangé.

Article 31

Le titre de l'article 51 *bis* « Départ à la retraite » est remplacé par le titre : « Retraite ».

L'article est rédigé comme suit :

« 1. Départ volontaire

Le salarié qui démissionne de son emploi pour prendre sa retraite, à taux plein ou à taux réduit, a droit à une indemnité de départ à la retraite fixée comme suit :

- 1/2 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- 1 mois de salaire après 15 ans ;
- 1,5 mois de salaire après 20 ans ;
- 2 mois après 30 ans.

2. Mise à la retraite

Le salarié dont la mise à la retraite résulte de la décision de l'employeur a droit à une indemnité de départ à la retraite égale à l'indemnité de licenciement prévue à l'article L. 1234-9 du code du travail. »

Article 32

L'article 52 « Certificat de travail » est ainsi complété :

« A l'expiration du contrat de travail, l'employeur doit remettre au salarié un certificat de travail comportant les mentions légales fixées à l'article L. 1234-19 du code du travail. »

Article 33

L'article 53 « Hygiène et sécurité » est ainsi modifié :

A la fin du premier alinéa, la mention « (livre II, titre III, du code du travail et décrets d'application) » est remplacée par la mention « (quatrième partie du code du travail) ».

Alinéa 2, la phrase est complétée comme suit : « Dans toutes les exploitations utilisant des moyens mécaniques de travail, les appareils de protection adaptés sont mis à la disposition des salariés et leur emploi est obligatoire. »

Alinéas 3, 4 et 5 : supprimés.

L'article est complété par la phrase suivante :

« Conformément aux dispositions de l'article L. 4141-1 du code du travail, l'employeur doit organiser et dispenser une information des travailleurs sur les risques pour la santé et la sécurité et les mesures prises pour y remédier. Il doit organiser également une formation pratique et appropriée à la sécurité pour ses salariés, en application de l'article L. 4141-2 du code du travail. »

Article 34

La fin de la phrase de l'article 55 « Dispositions finales » est modifiée comme suit :

« La présente convention est remise à chacune des organisations syndicales signataires et 5 autres ampliations sont déposées à l'unité territoriale de l'Ardèche. »

Article 35

L'annexe I « Ouvriers saisonniers » est modifiée comme suit :

Alinéas 1, 2 et 3 : inchangés.

Alinéa 4, à la fin de l'alinéa, la mention « (...) à l'article L. 122-3-5 du code du travail » est remplacée par la mention : « (...) à l'article L. 1243-8 du code du travail ».

Alinéa 5 : inchangé.

Alinéa 6, la phrase : « A la fin du contrat d'un ouvrier saisonnier, aucune indemnisation ne sera due par l'employeur. » est modifiée de la manière suivante : « A la fin du contrat d'un ouvrier saisonnier, l'indemnité de fin de contrat n'est pas due ».

Paragraphe « Période d'essai » : inchangé.

Les paragraphes « Rémunération des emplois saisonniers en viticulture » et « Avantages en nature en viticulture » sont supprimés.

Article 36

L'annexe II « La classification unique des emplois » se présente de la manière suivante :

ANNEXE II

CLASSIFICATION UNIQUE DES EMPLOIS

Niveau I. – Emploi d'exécutant

ÉCH.	DÉFINITION	EMPLOI OU TÂCHE CORRESPONDANT PAR SECTEUR				
		Pépinières	Arboriculture viticulture	Entreprises de travaux agricoles	Autres productions	Emplois administratifs
1	(Avenant n° 32 du 20 avril 1995) Emploi comportant des tâches « d'exécution simple » immé- diatement reproductibles après démonstration, sous surveillan- ce permanente, « sans connais- sance préalable particulière et sans faculté d'initiative ».	Manœuvre	Manœuvre Cueilleur manutentionnaire Coupeur		Manœuvre	Assistant administratif
2	Emploi comportant l'exécution de tâches sans difficulté par- ticulière, selon des consignes précises qui requièrent une certaine expérience dans la branche ou une formation, sous surveillance permanente. L'emploi peut comporter l'utilisa- tion de machines préréglées ou de véhicules attelés de manie- re simple. En outre, après 1 an d'ancien- neté au 1 ^{er} échelon dans la bran- che, le salarié passera automa- tiquement au 2 ^e échelon.	Manœuvre	Manœuvre Cueilleur Coupeur		Manœuvre	Assistant administratif Préparation de commandes

Niveau II. – Emploi spécialisé

ÉCH.	DÉFINITIONS	EMPLOI OU TÂCHE CORRESPONDANT PAR SECTEUR				
		Pépinières	Arboriculture viticulture	Entreprises de travaux agricoles	Autres productions	Emplois administratifs
1	<p>(Avenant n° 32 du 20 avril 1995). Emploi comportant des tâches d'exécution plus complexes nécessitant certaines connaissances professionnelles et une pratique suffisante.</p> <p>« Le travail s'effectue sous surveillance intermittente d'après des consignes.</p> <p>L'employé doit être capable de détecter les anomalies et d'alerter le supérieur.</p> <p>Il est capable de conduire occasionnellement des engins agricoles et d'en assumer la responsabilité et assure l'entretien élémentaire du matériel. »</p>	<p>Greffage</p> <p>Arrachage</p> <p>Etiquetage</p> <p>Calibrage des plants sous surveillance</p>	<p>Taille</p> <p>Exécution des traitements simples sous surveillance</p> <p>Conduite occasionnelle de tracteurs</p> <p>Videur</p> <p>Porteur</p>		<p>Conduite occasionnelle de tracteurs et entretien courant</p> <p>Distribution des aliments à partir de données</p>	<p>Aide-comptable avec saisie simple</p>
2	<p>Emploi comportant des responsabilités techniques acquises par formation ou pratique dans le secteur « et occasionnellement l'exécution de tâches qualifiées selon les consignes précises d'un supérieur hiérarchique. En cas d'anomalies, il doit prendre les mesures d'urgence (au niveau technique, sécurité...) qui s'imposent.</p> <p>Il assure la conduite d'engins, l'entretien courant du matériel et les réparations simples d'après les consignes reçues. »</p>	<p>Greffeur</p> <p>Préparation de commandes</p> <p>Elevage des plants</p> <p>Connaissances phytosanitaires</p>	<p>Mêmes tâches que l'échelon I avec plus grande autonomie et meilleure maîtrise des tâches</p>	<p>Conduite de tracteurs</p>	<p>Mêmes tâches que l'échelon I avec plus grande autonomie et meilleure maîtrise des tâches</p>	<p>Aide-comptable expérimenté</p>

Niveau III. – Emploi qualifié

ÉCH.	DÉFINITION	EMPLOI OU TÂCHE CORRESPONDANT PAR SECTEUR				
		Pépinières	Arboriculture et viticulture	Entreprises de travaux agricoles	Autres productions	Emplois administratifs
1	<p>(Avenant n° 32 du 20 avril 1995) Emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées qui requièrent une connaissance complète du secteur, « après une longue pratique ou une formation technique appropriée.</p> <p>L'employé a une part d'initiative et d'autonomie pendant l'exécution du travail, qui implique sa responsabilité. La tâche s'effectue dans le cadre des instructions données avec compte rendu journalier au responsable d'entreprise.</p> <p>Il doit être capable de détecter les anomalies ou incidents élémentaires sur le matériel et réparer ces anomalies. »</p>	<p>Connaissances des plants de greffage des variétés et du phytosanitaire</p>	<p>Conducteur de tracteur qualifié</p> <p>Connaissance des variétés et du phytosanitaire</p>	<p>Conduite d'engins agricoles qualifiée</p>	<p>Elevage : Berger Porcher Vacher qualifiés</p>	<p>Comptable</p> <p>Etablissement des bilans et comptes de résultats</p> <p>Assistant commercial</p>

ÉCH.	DÉFINITION	EMPLOI OU TÂCHE CORRESPONDANT PAR SECTEUR				
		Pépinières	Arboriculture et viticulture	Entreprises de travaux agricoles	Autres productions	Emplois administratifs
2	<p>Emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées avec une autonomie plus grande dans l'organisation du travail.</p> <p>« Il doit être capable d'adapter aux conditions techniques particulières du terrain les consignes données, et corriger ou faire corriger les anomalies détectées. Dans ce cadre là, le travail s'effectue sans surveillance.</p> <p>Il a la responsabilité de l'entretien du matériel avec compte rendu périodique au supérieur hiérarchique.</p> <p>Cet emploi suppose la capacité d'adaptation de son titulaire aux évolutions techniques et l'actualisation des connaissances. Il peut assurer le tutorat d'apprentis ou stagiaires. »</p>	<p>Etiquetage par variété</p> <p>Préparation des commandes des clients</p> <p>Conduite du greffage, de la taille selon consigne</p>	<p>Conduite de la taille et de la cueillette</p> <p>Aide caviste</p>	<p>Conduite et réglage de machines</p>	<p>Conduite et réglage de machines</p> <p>Connaissance approfondie des animaux (soins, alimentation)</p>	<p>Réalisation des bulletins de paie et des déclarations sociales</p>

Niveau IV – Emploi hautement qualifié

ÉCH.	DÉFINITION	EMPLOI OU TÂCHE CORRESPONDANT PAR SECTEUR				
		Pépinières	Arboriculture Viticulture	Entreprises de travaux agricoles	Autres productions	Emplois administratifs
1	<p>(Avenant n° 32 du 20 avril 1995)</p> <p>« Emploi qui exige l'organisation du travail qui est confié dans le cadre de directives périodiques et d'indications générales. Il requiert l'analyse technique et économique de la situation de l'état des cultures, élevage, matériel... et en rend compte à l'encadrement ou au chef d'entreprise. Il exige des connaissances et une expérience qui permettent la participation aux décisions techniques et la responsabilité de la bonne exécution du travail.</p> <p>Il peut assurer l'organisation du travail d'après les directives du responsable d'entreprise.</p> <p>L'emploi comporte l'observation, l'appréciation et le diagnostic de l'état des matériels. »</p>	<p>Connaissance approfondie des variétés et conduite de tous types de travaux</p>	<p>Conduite des traitements de la préparation à l'exécution</p>	<p>Entretien et réparation du matériel</p>	<p>Entretien et réparation du matériel</p>	
2	<p>Cet emploi comprend l'exécution des mêmes éléments que l'échelon I. En outre, il peut comporter la participation à des fonctions complémentaires directement liées à la conduite de l'activité (commercialisation, suivi technique et économique, enregistrement des données sur informatique).</p> <p>(Avenant n° 37 du 2 mai 1996)</p> <p>« De façon accessoire et temporaire, il peut être amené sans responsabilité hiérarchique » à assurer l'organisation et la surveillance d'un travail par un groupe d'employés d'après les directives du chef d'exploitation ou de l'encadrement.</p>	<p>Conduite de travaux depuis la multiplication jusqu'à la commercialisation</p>	<p>Commercialisation</p> <p>Vinification</p>			

(Les dispositions relatives au raccordement entre l'ancienne et la nouvelle classification de l'annexe II « Classification unique des emplois » sont abrogées par l'avenant n° 47 du 6 janvier 2005.)

Article 37

L'annexe III « Salaires légaux des apprentis » est modifiée comme suit :

« Article D. 6222-26

Le salaire minimum perçu par l'apprenti, prévu à l'article L. 6222-29, est fixé :

1. Pour les jeunes âgés de 16 à 17 ans :

- a) A 25 % du salaire minimum de croissance pendant la 1^{re} année d'exécution du contrat ;
- b) A 37 % du salaire minimum de croissance pendant la 2^e année d'exécution du contrat ;
- c) A 53 % du salaire minimum de croissance pendant la 3^e année d'exécution du contrat.

2. Pour les jeunes âgés de 18 à 20 ans :

- a) A 41 % du salaire minimum de croissance pendant la 1^{re} année d'exécution du contrat ;
- b) A 49 % du salaire minimum de croissance pendant la 2^e année d'exécution du contrat ;
- c) A 65 % du salaire minimum de croissance pendant la 3^e année d'exécution du contrat.

3. Pour les jeunes âgés de 21 ans et plus :

- a) A 53 % du salaire minimum de croissance correspondant à l'emploi occupé pendant la 1^{re} année d'exécution du contrat ;
- b) A 61 % du salaire minimum de croissance correspondant à l'emploi occupé pendant la 2^e année d'exécution du contrat ;
- c) A 78 % du salaire minimum de croissance correspondant à l'emploi occupé pendant la 3^e année d'exécution du contrat.

Article D. 6222-27

Les jeunes apprentis de moins de 16 ans bénéficient d'une rémunération identique à celle prévue pour les apprentis âgés de 16 à 17 ans.

Article D. 6222-28

Lorsque l'apprentissage est prolongé, par application de l'article L. 6222-11 ou L. 6222-12, le salaire minimum applicable pendant la prolongation est celui correspondant à la dernière année précédant cette prolongation.

Article D. 6222-29

La rémunération minimale de l'apprenti pendant la période d'apprentissage excédant, en application de l'article L. 6222-8, la durée du contrat fixée conformément à l'article L. 6222-7, est celle fixée à l'article D. 6222-26 pour l'année d'exécution du contrat correspondant à cette période.

Article D. 6222-30

Lorsque la durée de l'apprentissage fixée, en application de l'article L. 6222-8, est inférieure à celle prévue à l'article L. 6222-7, l'apprenti est considéré, en ce qui concerne sa rémunération minimale, comme ayant déjà accompli une durée d'apprentissage égale à la différence entre ces deux durées.

Article D. 6222-31

Lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec le même employeur, sa rémunération est au moins égale à celle qu'il percevait lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations prévues à la présente sous-section en fonction de son âge est plus favorable.

Article D. 6222-32

Lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec un employeur différent, sa rémunération est au moins égale à la rémunération minimale à laquelle il pouvait prétendre lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf dans le cas où l'application des rémunérations prévues à la présente sous-section en fonction de son âge est plus favorable.

Article D. 6222-33

Lorsqu'un contrat d'apprentissage est conclu en application du 3° de l'article R. 6222-16, il est appliqué une majoration de 15 points aux pourcentages correspondant à la dernière année de la durée de formation telle que prévue à l'article L. 6222-7.

Dans ce cas, les jeunes issus d'une voie de formation autre que celle de l'apprentissage sont considérés, en ce qui concerne leur rémunération minimale, comme ayant accompli la durée d'apprentissage pour l'obtention de leur diplôme ou titre.

Article D. 6222-34

Les montants des rémunérations prévues aux articles D. 6222-26 à D. 6222-30 et D. 6222-33 sont majorés à compter du 1^{er} jour du mois suivant le jour où l'apprenti atteint 18 ans ou 21 ans.

Les années du contrat exécutées avant que l'apprenti ait atteint l'âge de 18 ans ou 21 ans sont prises en compte pour le calcul de ces montants de rémunération.

Article D. 6222-35

Excepté dans le cas où un taux moins élevé est prévu par une convention ou un contrat particulier, les avantages en nature dont bénéficie l'apprenti peuvent être déduits du salaire dans la limite de 75 % de la déduction autorisée, pour les autres travailleurs, par la réglementation applicable en matière de sécurité sociale.

Ces déductions ne peuvent excéder, chaque mois, un montant égal aux 3/4 du salaire. »

Article 38

Les annexes IV « Modèle de certificat de travail », VI « Accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 » et VII « Protection de la maternité et éducation des enfants » de la convention sont abrogées.

Article 39

La date d'effet du présent avenant est fixée au 1^{er} janvier 2011.

Article 40

Cet avenant sera remis à chacune des organisations signataires et déposé en trois exemplaires (deux sur support papier signés des parties, l'autre sur support électronique) par la partie la plus diligente à la section d'inspection du travail agricole, 3^e section, DIRECCTE, unité territoriale de l'Ardèche, 15, avenue Clément-Faugier, 07007 Privas Cedex.

Fait à Privas, le 17 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)